

JUSTICE !

POUR LES 8 DE GOODYEAR

Nous sommes tous des Goodyear – SIGNEZ LA PETITION – sur www.change.fr



► La justice a condamné les 8 de Goodyear à de la prison ferme. Leur «crime»? Avoir retenu 30 heures, sans violence, deux dirigeants de l'entreprise qui procédait à la fermeture du site et à 1200 suppressions d'emplois. Le PCF exige l'annulation de ce jugement et l'amnistie pour les militants syndicaux.

► Ce jugement est un choix du gouvernement, puisque c'est le parquet qui après l'abandon de la plainte de l'entreprise, a décidé de poursuivre les salariés.

► Hollande, Valls et Taubira ont décidé d'intimider les salariés qui se battent pour leurs droits et leurs emplois, au même moment où le gouvernement décide d'un plan censé combattre le chômage. Celui-ci en fait est un copié collé des demandes du patron des patrons, Gattaz : toujours plus de cadeaux et d'exonérations de cotisations sociales, toujours plus de casse des droits.

► Il y a urgence à construire une alternative aux politiques d'austérité, au libéralisme et à la mainmise de la finance sur les choix économiques et industriels du pays



Mauvaise année pour les Goodyear ?

La peine infligée aux huit salariés de Goodyear est d'une extrême gravité et appelle à une riposte d'ampleur. Comme tout récemment à Air France ou à ERDF, elle est une atteinte insupportable aux droits des salariés, des syndicalistes de défendre leurs emplois, en défendant par là même l'intérêt de populations et de territoires saignés par les choix de grands groupes dont la seule boussole est la rémunération des actionnaires au détriment de l'intérêt général.

La liberté ne se divise pas

Elle est aussi plus largement, au même titre que le projet de déchéance de la nationalité, une atteinte à la République et à ses valeurs : peut-on faire vivre les valeurs de liberté, d'égalité, de fraternité en criminalisant l'action syndicale, en interdisant aux salariés d'intervenir sur les choix de leur entreprise ? Contester les choix stratégiques patronaux, avancer d'autres propositions doit-il devenir un délit puni de prison ferme ?

Comme pour d'autres syndicalistes poursuivis au pénal, les militants écologistes assignés à résidence, nos concitoyens harcelés pour la couleur de leur peau ou les militants poursuivis pour délit de manifestation, nous ne l'acceptons pas, nous ne le supportons pas ; nous n'acceptons pas que la dérive sécuritaire, dans laquelle le gouvernement cherche à nous enfermer, s'accompagne de violations des droits syndicaux et citoyens, des Droits de l'Homme.

Riposter pour l'emploi et les libertés

Le Parti communiste français exprime son soutien et sa solidarité aux salariés de Goodyear. Il exige l'annulation de ce jugement inique et, au-delà, l'amnistie pour tous les militants syndicaux condamnés, conformément à l'exigence portée par le Groupe communiste républicain et citoyen au sénat.

Le Parti communiste français porte l'exigence de moratoires immédiats dès l'annonce de licenciements ou suppressions d'emplois pour permettre aux salariés et à leurs représentants, aux populations et élus des territoires concernés de débattre de propositions, à égalité avec les représentants des directions et avec des droits renforcés en ce domaine.

Il est urgent que se lève dans ce pays l'espoir d'une alternative aux politiques d'austérité et à la mainmise de la finance sur les choix économiques et industriels du pays, l'espoir d'une extension des droits et des libertés au lieu de politiques de répression et d'étouffement des contestations

ACCUMULATION DES RICHESSES OBSCENE/ CREUSEMENT DES INEGALITES

Le rapport annuel d'Oxfam sur les inégalités vient d'être rendu public. Les chiffres révélés font froid dans le dos. Les inégalités n'en finissent plus de se creuser : **le patrimoine des 1 % des plus riches du monde dépasse désormais celui de 99 % de la population.** 62 personnes ont autant d'argent que 3,5 milliard d'individus ! Ces chiffres démontrent l'absurdité et l'obscénité d'une économie mondiale devenue folle. Une telle accumulation des richesses et un accroissement des inégalités sont sans précédent.

La France n'est pas étrangère à ce constat accablant. 10 % des plus riches se sont accaparés plus de la moitié de l'augmentation des richesses depuis l'an 2000. Il n'y a pas de fatalité à ce que le plus grand nombre soit la victime les diktats du plus petit nombre. Ces résultats sont la conséquence directe de politiques successives néfastes pour la population où seuls les intérêts de la finance et de la rente ont été confortés au mépris des salariés, des plus fragiles et des services publics.

En plus d'une demande de changement d'orientation des politiques économiques vers plus de redistribution, une mesure s'impose : mettre fin à l'opacité de la finance mondiale. **7.600 milliards de dollars détenus par des individus sont placés dans des paradis fiscaux.** Il y a urgence à agir pour faire cesser ce scandale.

AUX ACTES CITOYENS!

JE REJOINS LE PCF

Nom :

Prénom :

Adresse :

E-mail :

Tél :